



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**FOURNITURE DE MOBILIERS POUR DES SALLES
DE COURS, SALLES DE REUNION ET ESPACES
D'ACCUEIL DES
ETUDIANTS POUR L'INTECHMER – CNAM À
CHERBOURG**

(4 LOTS)

CCAP N° 25-009

Conservatoire national des arts et métiers

292 Rue Saint Martin
75141 PARIS CEDEX 03

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du marché	3
1.1 - Objet du marché	3
1.2 - Décomposition du marché	3
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Durée et forme du marché	5
3.1 - Durée du marché	5
3.2 - Forme du marché	5
4 - Prix	6
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
4.2 - Modalités de variation des prix	6
4.3 - Clause de sauvegarde	7
5 - Garanties Financières	7
6 - Avance	7
6.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
6.2 - Garantie financière de l'avance	7
7 - Modalités de règlement des comptes	7
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
7.2 - Présentation des demandes de paiement	8
7.3 - Délai global de paiement	8
7.4 - Paiement des cotraitants	8
8 - Conditions d'exécution des prestations	8
8.1 - Généralités	8
8.2 - Établissement des commandes	9
8.3 - Conditions particulières d'exécution	9
9 - Constatation de l'exécution des prestations et réception	10
9.1 - Vérifications	10
9.2 - Admission, ajournement, réfaction et rejet	10
10 - Garanties	10
10.1 Garantie de prestations	10
10.2 Garantie de qualité	10
11 - Pénalités	10
11.1 - Pénalités pour non-respect du cahier des clauses techniques particulières	11
11.2 – Pénalité de retard	11
11.3 – Autres pénalités spécifiques	11
12 - Assurances	11
13 - Résiliation du marché	11
13.1 - Conditions de résiliation	11
13.2 - Résiliation du marché	12
13.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
14 - Règlement des litiges	12
15 - Dérogations	13

Préambule

Le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Doté du statut de grand établissement d'enseignement supérieur et de recherche au sens de l'article L. 717-1 du Code de l'éducation, il est placé sous la tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique (ci-après CCP).

1 - Dispositions générales du marché

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de mobilier pour des salles de cours, salles de réunion et espaces d'accueil pour l'Institut national des Sciences et Technique de la Mer - Conservatoire national des arts et métiers (Intechmer-Cnam).

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) décrit en détails les prestations à exécuter.

Lieu d'exécution :

- Intechmer, boulevard de Collignon, 50110 Cherbourg en Cotentin

Les bâtiments sont des ERP de type R catégorie 4. Les interventions se feront en site occupé, dans un ensemble accueillant des activités d'enseignement et de recherche.

1.2 - Décomposition du marché

Le présent marché est alloté :

Les prestations sont réparties en 4 lots.

Lot 1 : fourniture et installation de mobilier de salles d'enseignement.

Le lot 1 a pour objet la fourniture et l'installation de mobilier de salles de cours à innovation pédagogique.

- Tables de cours individuelles ;
- Tables de cours informatiques ;
- Tables de cours sur roulettes ;
- Chaises de cours ;
- Tabourets de laboratoire ;
- Chaire de professeur ;
- Murs d'écriture.

Lot 2 : fourniture et installation de mobiliers de bureau et de salle de réunion.

Le lot 2 a pour objet la fourniture et l'installation de mobilier dans les bureaux d'enseignants chercheurs, de personnels administratifs et de maintenance ainsi que dans la salle de réunion.

- Bureau individuel ;
- Caisson de bureau ;
- Caisson 1 tiroir transversal ;
- Table ou bureau réglable en hauteur électriquement ;
- Table de réunion de bureau ovale ;
- Tables de réunion ;
- Chaises de réunion ;
- -Armoire à rideaux.

Lot 3 : fourniture et installation de mobilier pour espace étudiants et cafétéria.

Le lot 3 a pour objet l'aménagement d'un espace d'une superficie de 90m², de type espace de coworking ou de détente, d'une cafétéria de 70m² et d'une salle de pause de 30m².

- Table de cafétéria ;
- Table haute de cafétéria ;
- Chaises de restauration ;
- Tabouret de restauration ;
- Buffet 2 portes et 2 tiroirs ;
- Canapé composable.

Lot 4 : fourniture et installation de mobilier de bibliothèque et de rayonnages

Le lot 4 a pour objet l'aménagement d'une bibliothèque / espace de consultation d'une superficie de 18m² ainsi que des locaux de rangement pour matériel technique et de laboratoire

- Rayonnage de bibliothèque ;
- Table de consultation ;
- Table de consultation haute ;
- Tabouret de consultation ;
- Rayonnage de rangement industriel ;
- Rayonnage de rangement avec bacs de rétention ;
- Armoires de rangement industrielles à portes battantes ;
- Vestiaire industriel ;
- Casier scolaire individuel modulable.

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots. Chaque lot sera mono-attributaire.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ainsi que le bordereau de prix unitaires décrivent en détails les prestations à exécuter pour le présent marché.

Le présent CCAP est commun à l'ensemble des 4 lots.

1.3 - Clause de réexamen

Le présent marché pourra faire l'objet de modifications dans les hypothèses prévues par les articles L2194-1 à L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du CCP.

Le Cnam et le prestataire pourront négocier un avenant au présent marché afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative impérative ou des autorités publiques, ou éventuellement jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire. Dans cette hypothèse, les parties s'engagent à l'accepter, dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.
- En cas d'évolution des fournitures pendant la période d'exécution du contrat. Les parties contractantes auront la possibilité de remplacer les références initiales faisant l'objet du marché public par d'autres références ayant une performance équivalente à un prix au plus égal et de modifier les prestations objets du marché public afin de permettre sa bonne exécution, en particulier, mais pas uniquement, en cas de modification du périmètre géographique du marché.
- En cas de modification du périmètre des prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence. A ce titre, des modifications pourront être faites dans conditions prévues par les articles L2194-1 à L2194-3 et R2194-2 à R2194-3 du CCP, en cas de prestations supplémentaires.
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières conduisant à une augmentation des prestations ne pouvant être compensée par la révision de prix prévue par l'article 4.2 du présent CCAP, les parties conviennent de négocier une révision supplémentaire du prix afin de permettre au

titulaire de poursuivre l'exécution du marché. Ce réexamen des conditions de révision du prix pourra se faire semestriellement, si la situation extérieure au marché le nécessite.

Les parties s'engagent à négocier de bonne foi. En cas de désaccord persistant, les présentes stipulations continueront à s'appliquer et le Cnam conservera la possibilité de recourir à un autre prestataire, dans les conditions du présent CCAP.

1.4 - Réalisation de prestations similaires

Sur le fondement de l'article R2122-7 (marché négocié de prestations similaires) du CCP, le Cnam se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1er avril 2021.

3 - Durée et forme du marché

3.1 - Durée du marché

Le marché prend effet à sa date de notification.

La date de début d'exécution des prestations est estimée au 15 avril 2026, sauf aléas de chantier.

NOTA BENE : l'ensemble des matériels est à livrer et installer dans un bâtiment neuf dont la date d'achèvement définitif n'est pas encore connue. Le titulaire sera informé des éventuels reports et la date d'intervention sera fixée au moins 3 semaines à l'avance. Aucun stockage sur site, même de courte durée, n'est possible.

Le marché est conclu pour une durée d'un (1) an, renouvelable deux (2) fois, sans que sa durée totale puisse excéder trois (3) ans. L'essentiel des prestations aura lieu durant la première année du marché.

Conformément à l'article R2112-4 du CCP, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le marché sera reconduit automatiquement. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, par la voie d'un courrier recommandé avec accusé de réception, deux (2) mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Le délai d'exécution est décompté à partir de la date de transmission du bon de commande.

Si une prolongation du délai d'exécution s'avérait nécessaire, elle ne pourrait être accordée que par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

3.2 - Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire, à bons de commande, sans minimum passé en application des articles L2125-1, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du CCP.

Le montant maximum annuel des prestations est fixé à :

- **65.000,00 euros H.T pour le lot n° 1**

- 35.000,00 euros H.T pour le lot n° 2
- 15.000,00 euros H.T pour le lot n° 3
- 20.000,00 euros H.T pour le lot n° 4

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU) selon les stipulations de l'acte d'engagement. Ils sont révisables.

Les prix du marché sont établis hors TVA et comprennent l'ensemble des dépenses listées à l'article 10.1 du CCAG FCS et dans le bordereau des prix unitaires.

Le taux de TVA est celui en vigueur au jour de la signature du marché. Il sera tenu compte des augmentations ou diminutions réglementaires, de même que des créations ou suppressions de taxes survenant pendant la durée d'exécution du marché.

1) Fournitures sur BPU : les fournitures du BPU seront réglées par application de prix unitaires appliquées aux quantités réellement livrées, diminués de la remise précisée dans le BPU de chaque lot.

2) Fournitures hors BPU : les fournitures hors BPU seront réglées par application des prix unitaires aux quantités réellement livrées, diminués du taux général de remise consenti par le titulaire et exprimé en pourcentage dans le BPU de chaque lot.

3) Prix promotionnels : lorsqu'un ou plusieurs produits référencés dans le BPU bénéficient d'un prix promotionnel, le titulaire du marché s'engage à appliquer le prix promotionnel à condition que celui-ci soit inférieur au tarif pour lequel le candidat a été retenu.

Les frais de manutention et de transport qui naissent d'un ajournement ou du rejet d'une prestation seront à la charge du titulaire. Aucune majoration ne sera accordée au titulaire pour couvrir ces frais.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit le mois de **novembre 2025**. Ce mois est appelé "mois zéro".

Sous réserve de l'application des stipulations de l'article 1.3 du présent CCAP, les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application aux prix du marché d'un coefficient P donné par la formule suivante :

$$P_n/P_o = (I_n/I_o)$$

Dans laquelle :

P_n = prix révisé

P_o = prix initial au mois M_o

I_o = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 31.01 – Meubles de bureau et de magasin – Identifiant 010764262, au mois 0.

I_n = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 31.01 – Meubles de bureau et de magasin – Identifiant 010764262, à la date anniversaire du marché.

Les index sont consultables sur le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764262>.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Si l'index requis n'est pas publié au moment où le prix du marché doit être révisé, il est fait appel au dernier index publié. Une fois l'index requis publié, une régularisation intervient sur le prochain décompte.

Le titulaire du marché s'engage à notifier ses nouveaux tarifs au pouvoir adjudicateur avec un préavis d'un (1) mois avant la date prévue.

Pour indiquer ses nouveaux tarifs, le titulaire du marché doit fournir deux informations :

- Le pourcentage de révision ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires révisé.

4.3 - Clause de sauvegarde

Les prix du marché ne pourront pas subir une augmentation de plus de 5 % par an, sauf dispositions législatives ou réglementaires.

Dans le cas d'une augmentation des prix de plus de 5 %, les parties s'engagent à négocier en application de l'article 1.3 du présent CCAP afin de trouver un accord. En cas de désaccord persistant, le Cnam pourra résilier le marché sans indemnité pour le titulaire au titre de la responsabilité sans faute.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Pour le versement d'une avance, l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS est retenue.

Une avance de 5% est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions définies aux articles L2191-2 à L2191-3 et R2191-3 à R2191-11 du CCP.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans les conditions prévues aux articles R2193-17 à R2193-21 du CCP.

Il est précisé que l'avance ne correspond pas à un paiement des prestations.

6.2 - Garantie financière de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures sont toutes **envoyées sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse** :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées au CNAM, devront comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera le CNAM en tant que destinataire de la facture : **197 534 712 00017** ;
- Le **code service exécutant** : que vous trouverez sur le bon de commande, qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure ;
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes, acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectués par celui-ci ;
- Le détail des calculs, avec justification à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Date de réception des prestations ;
- Date de réception de la facture correctement établie.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8 - Conditions d'exécution des prestations

8.1 - Généralités

Le titulaire exécute la prestation selon les prescriptions du cahier des clauses techniques particulières.

Interlocuteur unique

Un responsable commercial et un ou plusieurs agents commerciaux sont spécialement chargés de prendre en compte et de suivre les commandes du Cnam.

Dans les quinze (15) jours suivants la notification du marché, les représentants du Cnam dans le cadre de l'exécution de ce marché ainsi que le responsable commercial se réunissent pour préciser :

- Les noms et coordonnées des commerciaux qui seront communiqués à l'ensemble des acheteurs ;
- L'organisation mise en place par le titulaire pour le traitement des commandes (service clients, horaires de la plateforme téléphonique, etc...) ;
- La liste des comptes-clients des centres de responsabilités du CNAM déjà existants (si pertinent) ;
- L'organisation mise en place pour la livraison des commandes.

Le titulaire a la responsabilité des personnels, matériels et moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché.

Suivi du marché

Les parties se concerteront autant que de besoin pour assurer la qualité de la prestation. A chaque date d'anniversaire du marché, le titulaire fournira au service des achats un document récapitulatif des achats effectués par type de produits.

8.2 - Établissement des commandes

Avant émission de tout bon de commande, un devis sera demandé au titulaire pour chaque commande de fournitures.

Le devis respectera les prix du bordereau de prix unitaires joint à l'acte d'engagement, et éventuellement de prestation hors BPU, pour accord entre les parties avant validation de la commande.

Un bon de commande sera ensuite émis par le service acheteur du Cnam et sera adressé, signé par l'ordonnateur ou son représentant dûment habilité, au titulaire du marché.

Ainsi, les bons de commande peuvent être émis dès notification du marché et jusqu'au dernier jour du marché. Ceux émis en fin de marché doivent prévoir que les prestations soient livrées dans le 2ème mois qui suit le dernier jour du marché.

La durée maximale de validité d'un bon de commande ne peut excéder 2 (deux) mois, sauf justification acceptée par le Cnam (exemple rupture d'approvisionnement).

Au-delà de ce délai, et sauf prorogation expresse, justifiée et accordée par le représentant du Cnam, la commande sera considérée comme nulle et non avenue.

Prestations hors BPU

Les produits non expressément mentionnés au titre du BPU, mais néanmoins constitutifs de l'objet du marché, verront leur prix déterminé en fonction du tarif général public, ce dernier étant impérativement joint au BPU par le prestataire lors de la remise de son offre, affecté du taux général de remise consenti par le titulaire et exprimé en pourcentage dans le BPU.

8.3 - Conditions particulières d'exécution

Obligation de confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Le titulaire est tenu à une stricte obligation de confidentialité pour toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de ses prestations.

Période de préparation

Le titulaire est tenu d'organiser sa prestation à ses frais exclusifs, en accord avec le Cnam. Le délai d'exécution est fixé dans le bon de commande.

Mesures d'ordre social

Le titulaire est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de salaires, indemnités et primes de toute nature, sans que cette obligation entraîne une modification des prix unitaires de bordereau.

Par ailleurs, les salariés du titulaire doivent être identifiables (écusson de l'entreprise brodé sur les vêtements de travail, etc...) ; de même le matériel et les véhicules doivent être identifiables.

Obligation de résultat

Le titulaire est tenu d'une obligation de résultat pour les prestations et s'assurera de leur réalisation conformément aux conditions définies par le CCTP.

Le prestataire doit apporter la plus grande diligence dans la réalisation des prestations, et suivre, pour leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit, le calendrier établi par le Cnam.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le CCTP.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour l'obtention de celui-ci.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le prestataire est tenu de prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité ; en cas d'inobservation de ces dispositions, il est passible de sanctions.

9 - Constatation de l'exécution des prestations et réception

9.1 - Vérifications

Les opérations de vérification se dérouleront conformément aux stipulations des articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Toute perte, détérioration de matériel ou dégradation des locaux survenue à l'occasion de l'exécution de la prestation par le titulaire implique une indemnisation du Cnam à concurrence de la valeur de la perte subie, à l'exclusion de toute autre pénalité.

9.2 - Admission, ajournement, réfaction et rejet

Le pouvoir adjudicateur prend la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 30 précité, la décision est prise dès la fin d'exécution des prestations.

Par dérogation également à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'absence de décision après la livraison ou l'achèvement des prestations ne vaut pas décision d'admission. L'admission des prestations devra toujours faire l'objet d'une décision expresse du Cnam, qui pourra se formaliser par la signature de la lettre de passage.

10 - Garanties

10.1 Garantie de prestations

Les délais de garantie, dont le point de départ correspond à la date de l'admission des prestations, sont d'une durée de :

- 1 an pour la garantie de parfait achèvement des prestations (article 33 du CCAG- FCS).

10.2 Garantie de qualité

Le fournisseur assurera la qualité de ses produits en s'engageant à respecter les articles 1641 à 1649 du code civil concernant les garanties face aux vices-cachés.

Le délai d'un an de garantie pour remédier à toute situation viciée sera prolongé jusqu'à la remise en état du matériel ou à l'accomplissement conforme des prestations, conformément à l'article 33.5 du CCAG-FCS.

11 - Pénalités

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les retards et manquements sont appréciés indépendamment des autres. Il ne peut être appliqué de pénalité, si le retard ou le manquement est imputable au Cnam.

Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire, la fixation de leur montant déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Elles sont cumulables entre elles et sont appliquées sans mise en demeure préalable puis déduites de la ou des factures soumises aux paiements.

Par dérogation au 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues quel que soit leur montant.

11.1 - Pénalités pour non-respect du cahier des clauses techniques particulières

Du simple fait de la constatation par le Cnam que les prestations n'ont pas été exécutées dans le respect des prescriptions du cahier des clauses techniques particulières (qualité des produits, esthétique ...), une pénalité de **cent-cinquante euros (150 €)** par manquement est appliquée.

Si un deuxième manquement est constaté sur la même prestation, cette pénalité est portée à **deux-cents euros (200 €)** par manquement.

11.2 – Pénalité de retard

En cas de non-respect du délai contractuel de livraison fourni par le titulaire, celui-ci encourt une pénalité fixée à **cent vingt euros (120 €)** par jour de retard par rapport au délai maximal de livraison communiqué par le titulaire. Chaque jour de retard entamé est dû.

11.3 – Autres pénalités spécifiques

- a) Travail dissimulé : tout cocontractant qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail peut se voir infliger des pénalités. Le montant des pénalités est égal à **10 % du montant du contrat** et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 en cas d'absence de régularisation ou d'absence de réponse.
- b) Vie sociale de la société : du simple fait de la constatation par le Cnam que le titulaire n'a pas prévenu d'une modification de sa vie sociale, le titulaire encourt une pénalité de soixante-quinze euros (75 €) par manquement et le remboursement des frais postaux impliqués.
- c) En cas de récidive, cette pénalité est portée à cent cinquante euros (150 €) par manquement.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG- FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire fera son affaire des franchises éventuelles prévues dans les polices d'assurance qu'il aura souscrit.

13 - Résiliation du marché

13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et à l'article 4.4 du présent CCAP.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-4 du CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de non-respect des obligations relatives à la sécurité, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.2 - Résiliation du marché

Le Cnam pourra mettre fin au contrat, sans versement d'indemnité au profit du titulaire, pour tout motif légitime et/ou en cas de force majeure.

En particulier, le Cnam pourra mettre fin au contrat en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations si, après une mise en demeure, et alors même que le titulaire aurait remédié aux défaillances soulevées par celles-ci, il était relevé par le Cnam une nouvelle inexécution ou mauvaise exécution des prestations.

Dans tous les cas, cette rupture anticipée prendra effet dès réception par le titulaire de la notification qui lui en sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Cnam devra régler au titulaire l'ensemble des factures correspondant à ses prestations d'ores et déjà engagées quel que soit leur état d'avancement.

En outre, en cas de défaillance du titulaire de son seul fait, le Cnam fera procéder à l'exécution des prestations prévues au marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire. Il devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

13.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le titulaire doit avertir le Cnam de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Règlement des litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles L2197-1 à L.2197-7 et R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique). Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics
Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet

6 rue Louise WEISS
Télé doc 353
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Télécopieur : 01.44.97.06.46
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas d'échec d'une procédure amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Paris qui est seul compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Paris,
7 rue de Jouy, 75181 PARIS Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopieur : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta@juradm.fr
Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

15 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.
- L'article 9.2 du CCAP déroge aux articles 30 et 30.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.